

LE MYTHE DE L'HUILE DE PALME 100% DURABLE

LES LIMITES DES INITIATIVES
VOLONTAIRES



2

IL N'Y A PLUS DE PROBLÈME AVEC L'HUILE DE PALME?



L'huile de palme est l'huile végétale la plus produite au monde (62 millions de tonnes en 2016). **Elle est devenue omniprésente** dans les produits de consommation : produits alimentaires transformés, cosmétiques, détergents, et plus récemment pour la production d'agroc carburants (biodiesel).

Plusieurs atouts rendent l'huile de palme particulièrement attractive pour l'industrie : son faible coût, son rendement à l'hectare et ses propriétés physico-chimiques (sa consistance et ses propriétés de conservation) qui la rendent facile d'utilisation dans les processus industriels.

Les projections prévoient d'ailleurs que **la production mondiale devrait encore doubler** (voire tripler) d'ici à 2050 si les tendances de (sur)consommation persistent.

L'extension des monocultures de palmiers à huile s'accompagne pourtant de nombreux **dégâts sociaux et environnementaux** : déforestation et changement climatique, destruction de la biodiversité, accaparement des terres, conditions de travail inhumaines, etc.

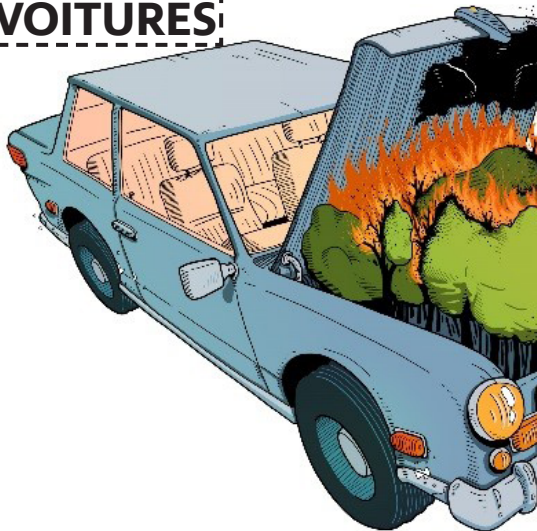
Pour répondre à ces critiques, l'industrie de l'huile de palme a développé des initiatives volontaires visant à promouvoir une huile de palme désormais « durable ». Mais ces initiatives volontaires **sont-elles réellement efficaces** pour faire face aux problèmes de l'huile de palme ?

Nous avons analysé le cas de la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO), l'initiative la plus importante au niveau international, et l'Alliance belge pour une huile de palme durable (BASP).

4

NOUS IMPORTONS DE PLUS EN PLUS D'HUILE DE PALME POUR NOURRIR...

NOS VOITURES



La demande européenne en huile de palme a doublé ces dix dernières années (6,5 millions de tonnes en 2016), ce qui fait de l'UE le deuxième importateur et le troisième consommateur mondial (derrière l'Indonésie et l'Inde). La Belgique est **le deuxième plus grand importateur européen** par habitant-e (environ 40kg par habitant/an) derrière les Pays-Bas.



Au niveau mondial, l'huile de palme est prioritairement utilisée par l'industrie alimentaire. La situation est très différente au niveau européen puisqu'en 2015, **46% de l'huile de palme importée était utilisée comme « biodiesel »** dans les transports (soit 6 fois plus qu'en 2010) !

Cette augmentation est soutenue par des choix politiques, et notamment par une directive européenne qui promeut les agrocarburants en tant que source d'« énergie renouvelable » dans les transports, afin d'atteindre les objectifs climatiques.

Mais cette utilisation de l'huile de palme (et des autres matières agricoles) pour nourrir nos voitures pose question étant donné les impacts sur la déforestation et la sécurité alimentaire des populations locales. **Le Parlement européen a voté l'abandon de l'huile de palme** pour la production de biodiesel **pour 2021**. Ce qui paraît être une bonne nouvelle ne l'est qu'en apparence : comme le % d'agrocarburants n'est pas revu à la baisse, l'utilisation de colza européen comme « biodiesel » entraînera encore plus d'importations d'huile de palme pour répondre à la demande de l'industrie agroalimentaire. Nous roulerons donc avec plus de colza et mangerons sans doute encore plus d'huile de palme.

6



LE RSPO
UN LABEL
PLEIN DE
LIMITES



Créée en 2004, la Table ronde sur l'huile de palme durable (Roundtable on Sustainable Palm Oil - RSPO) est une initiative volontaire qui rassemble les grandes entreprises du secteur de l'huile de palme ainsi que quelques ONG sociales et environnementales. La RSPO vise à promouvoir une huile de palme durable dans les chaînes d'approvisionnement. Elle a, pour cela, défini des critères de durabilité et mis en place un système de certification (label RSPO).

À L'HEURE ACTUELLE, SEUL UN FAIBLE POURCENTAGE DE LA PRODUCTION MONDIALE EST CERTIFIÉE RSPO (19%). ET DE NOMBREUSES ONG ET MOUVEMENTS SOCIAUX DÉNONCENT LES FAIBLESSES DU MÉCANISME :

- Le label RSPO **ne protège pas tous les types de forêts** contre la déforestation et ne protège pas certaines zones naturelles à haute valeur écologique (par exemple les tourbières) ;
- Dans les faits, le mécanisme de certification **favorise davantage les grandes entreprises** par rapport aux petits paysans et aux revendications des communautés locales ;
- Il y a **très peu de sanctions** contre les entreprises qui ne respectent pas les critères de durabilité ;
- La multiplication des niveaux d'engagements et des mécanismes de traçabilité rendent le **système confus** pour le consommateur et permettent aux entreprises de se prétendre RSPO sans nécessairement garantir qu'une huile certifiée se retrouve dans les produits finaux.

8

LE LABEL RSPO
DROITS HUMAINS
GARANTIS ?
DÉFORESTATIONS
BANNIES ?



A l'heure actuelle 85% de la production d'huile de palme est concentrée dans deux pays : l'Indonésie et la Malaisie. La culture intensive de palmiers à huile y a provoqué une déforestation importante au cours de ces dernières années.

Le label RSPO promeut la non-déforestation de forêt primaire. Pourtant, en Malaisie comme en Indonésie, **ce sont sur les zones les plus touchées par la déforestation qu'on retrouve le plus de cultures certifiées RSPO.**

En Indonésie, la superficie des palmiers à huile a explosé de 600% de 1990 à 2010, pour atteindre près de 3 fois la taille de la Belgique.

En matière de droits humains, de nombreuses controverses persistent également. En 2016 par exemple, l'ONG Amnesty international a réalisé une enquête en Indonésie sur une entreprise d'exploitation d'huile de palme à grande échelle, certifiée RSPO.

Des violations des droits fondamentaux des travailleurs ont été exposées au grand jour : **non-respect du salaire minimum, exploitation d'enfants, utilisation de pesticides interdits...**



10

PETITS PAYSANS
**CE SONT CEUX QUI EN
PARLENT LE PLUS QUI
EN ONT LE MOINS !**



La RSPO s'est engagée à soutenir les petits producteurs d'huile de palme. Mais quelle est la réalité ?

Le système RSPO se veut une initiative multipartite voulant représenter l'ensemble des acteurs du secteur de l'huile de palme. Mais dans les faits la RSPO reste largement dominée par les entreprises de l'agro-business et convient davantage aux grandes monocultures industrielles. Malgré les efforts de la RSPO, le système de certification reste difficilement accessible aux petits producteurs parce qu'il est coûteux et nécessite des capacités techniques dont ceux-ci ne disposent pas nécessairement. Ces petits producteurs risquent donc d'être de plus en plus exclus du marché international.



Les petits producteurs produisent encore environ 40% de l'huile de palme au niveau mondial, mais ils ne représentent que 10 % des surfaces certifiées RSPO. Et la plupart des producteurs sont liés par des contrats avec des grandes entreprises agroindustrielles qui leur dictent les prix et les conditions de production.

Au final, seules 0,4% des surfaces certifiées RSPO sont cultivées par des petits paysans véritablement indépendants.

12

AMÉRIQUE LATINE
ET AFRIQUE : DE
NOUVEAUX
ELDORADOS
POUR LES
INVESTISSEURS



Après avoir fortement dégradé les forêts tropicales d'Asie du Sud-Est, les investisseurs et les entreprises agroindustrielles se tournent à présent vers les **régions tropicales d'Afrique et d'Amérique latine**.

Le commerce de l'huile de palme y est d'ailleurs boosté par de **nouveaux accords de libéralisation** qui facilitent les exportations et protègent les investisseurs. Par exemple, suite à l'entrée en vigueur (provisoire) de l'accord de libre-échange entre l'Europe et la Colombie, les exportations d'huile de palme vers l'Europe ont quasiment doublé depuis 2012.

Les pays du Bassin du Congo sont également ciblés par les investisseurs internationaux en recherche de terres bon marché. Les contrats d'exploitation d'huile de palme **concernent déjà plus de 1,2 millions d'hectares**. Si la plupart des terres concernées n'ont pas encore fait l'objet d'une mise en exploitation, ces contrats constituent de vraies menaces sur la souveraineté alimentaire des petits paysans et des communautés locales qui ont besoin de ces terres pour se nourrir et se loger.

La perte des terres n'est que faiblement compensée par les promesses de développement économique et les opportunités d'emplois. C'est pour cela que **ces accaparements de terres sont la plupart du temps combattus** par les communautés locales et engendrent des conflits sociaux parfois violents.





En Belgique, une **Alliance belge pour l'huile de palme durable** (Belgian Alliance on Sustainable Palm Oil - BASP) a été lancée en 2012. Elle rassemble 5 fédérations de l'industrie alimentaire et 9 entreprises agroalimentaires engagées à titre individuel. La BASP s'est engagée à n'utiliser que de l'huile de palme RSPO depuis 2015 et à respecter des critères de durabilité plus stricts d'ici à 2020.

Suite aux communications de la BASP depuis 2015, les médias ont relayé que « l'objectif de 100% d'huile de palme certifiée "durable" était atteint en Belgique ».



CETTE AFFIRMATION EST TOUTEFOIS TROMPEUSE POUR LE CONSOMMATEUR À PLUSIEURS ÉGARDS :

- **Seul le secteur de l'industrie alimentaire** s'est engagé au sein de la BASP à ce que tous les produits destinés au marché belge soit RSPO. Le secteur de la grande distribution (COMEOS) n'est pas membre et vend toujours aux consommateurs des produits importés non-RSPO.
- Le secteur des **agrocarburants** n'est pas membre de la BASP non plus. Pourtant 57.000m³ d'huile de palme sont brûlés dans nos voitures chaque année.
- Notre rapport a montré que plusieurs entreprises membres de la **FEVIA** (fédération de l'industrie alimentaire) commercialisent encore des produits contenant de l'huile de palme non certifiée RSPO.
- La BASP **ne dispose pas de mécanisme transparent permettant de vérifier** la mise en œuvre des engagements par les membres et de sanctionner les entreprises défailtantes.



L'huile de palme est une huile particulièrement riche en **acides gras saturés**. Elle en contient environ 50 % là où d'autres huiles végétales (colza, olive, noix, tournesol), n'en contiennent que 5 à 15 %.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Conseil supérieur de la santé mettent en garde contre une consommation excessive de ces acides gras saturés qui augmente le taux de mauvais cholestérol et le risque de maladies cardio-vasculaires. Cet objectif devient difficile à atteindre lorsque l'huile de palme rentre dans la composition de la majorité des produits alimentaires industriels.

De son côté, l'industrie de l'huile de palme insiste sur le fait que d'autres huiles végétales sont encore pires pour la santé car elles sont souvent transformées en margarine industrielle via un processus chimique (l'hydrogénation) qui produit de mauvais acides gras TRANS. L'industrie omet toutefois de mentionner que **certains pays ont déjà interdit cette pratique d'hydrogénation** (Danemark, Canada) et que des alternatives peuvent être développées.

Il y a trop d'huile de palme utilisée par l'industrie alimentaire. Celle-ci devrait diversifier les huiles utilisées et développer des alternatives saines. Mais aujourd'hui, c'est l'inverse qui se produit avec une augmentation de son utilisation.

Alors petit conseil : privilégier la consommation de produits non transformés, frais et de saison ;-)

ALTERNATIVES
**RÉDUCTION DE
LA CONSOMMATION
ET RÉGULATION
DU SECTEUR**



Étant donné les nombreux impacts négatifs de l'huile de palme et l'inefficacité des initiatives volontaires du secteur privé, il est urgent de développer des réglementations publiques contraignantes.

Ce bilan n'est pas uniquement celui des ONG mais rejoint également les conclusions du Parlement européen dans une résolution du 4 avril 2017 sur l'huile de palme et la déforestation des forêts tropicales humides.



LES DÉCIDEURS POLITIQUES BELGES ET EUROPÉENS DEVRAIENT:

- Mettre fin à l'utilisation de l'huile de palme dans les **agrocarburants**.
- Mettre en place un mécanisme de **certification unique** et contrôlé par les pouvoirs publics (au niveau européen).
- **Obliger les entreprises belges actives** dans les cultures industrielles d'huile de palme à respecter les droits humains et les revendications des communautés affectées.
- **Soutenir les petits paysans du Sud** et interdire tout soutien public aux monocultures industrielles d'huile de palme.

Retrouvez les sources et le rapport complet
sur l'huile de palme sur :

www.cncd.be/huile-palme



Belgique
partenaire du développement



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Les opinions qui sont exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles de l'UE, de la Belgique et de la Fédération Wallonie-Bruxelles et n'engagent pas ces dernières.

Editeur responsable : Arnaud Zacharie, 9 quai du Commerce, 1000 Bruxelles